

Note complémentaire aux organisations de la CGT concernant la rencontre du 17 juillet avec le président de la République, les 5 secrétaires généraux des confédérations et les représentants patronaux.

E. MACRON a ouvert la réunion en justifiant la mise à l'écart des organisations syndicales la première année de son mandat, par sa volonté de mettre en œuvre rapidement ses promesses de campagne.

Nous passons dans une deuxième phase, dit-il, avec des discussions stratégiques et de fond sur des sujets différents. Il se déclare plus « à l'écoute des questions sociales » tout en souhaitant poursuivre la mise en œuvre des politiques votées !

Sur l'agenda,

En septembre, discussion la lutte contre la pauvreté et sur le renouvellement de l'assurance-chômage sur plusieurs sujets : les contrats courts avec réflexion sur bonus-malus par branches, une indemnité chômage qui n'inciterait pas la reprise d'activité ...

Dossier retraite, début des bilatérales avec le Premier Ministre début septembre

Septembre/octobre, début des discussions sur la santé au travail et la Qualité de Vie au Travail, plan santé/hôpital et PLFSS.

Une députée travaille sur le sujet de la QVT et la santé car le système est inefficace, avec un déficit de prévention. Les arrêts de travail courts représentent 47% des arrêts. Sur la santé, d'accord sur le constat catastrophique. Besoin de décroisement entre hôpital et médecine de proximité. Avoir une réflexion globale et repenser les structures de premiers soins, notamment en territoires.

Novembre, service national universel et début du débat sur les services publics (CAP 2022)

Début 2019, réforme des retraites avec vote de la loi avant fin du premier semestre.

2019, loi sur la dépendance.

Agenda européen et présidence du G7 en août, débat sur les sujets migratoires, prise d'initiatives sur les questions sociales.

Il n'est pas rentré plus dans les détails des mesures sur les différents sujets.

La CGT a rappelé que ce n'était pas le mode de réunion qui comptait mais la prise en compte des avis des syndicats et des sujets à négocier. Le bilan de l'année écoulée est catastrophique où les privilégiés sont les patrons et pas ceux montrés du doigt par le président : les salariés, les retraités, les jeunes ou les chômeurs. Il

faut partager « le gâteau » avec une autre répartition des richesses. L'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux sont une nécessité. Ainsi, il y a besoin d'une revalorisation sensible du SMIC ainsi qu'une obligation de revalorisation des grilles de salaires dans les branches. Nous refusons la logique de la pseudo-augmentation du pouvoir d'achat par la baisse des cotisations sociales qui bénéficient essentiellement aux grandes entreprises. C'est une remise en cause de la sécurité sociale et donc du droit à la santé, à la retraite, aux indemnités chômage, bref à la solidarité.

Nous avons également insisté sur le fait de réduire le temps de travail à 32 heures pour favoriser la création d'emplois.

Il faut renforcer les droits collectifs notamment au niveau interprofessionnel car avoir des droits n'est pas non plus un privilège mais la normalité. Ceux que le président présentait comme l'avenir du travail, les « UBER », les livreurs à vélo ... se mobilisent pour avoir des règles collectives, notamment en matière de salaire minimum, de protection sociale. Tout comme il est indispensable de reconnaître le fait et l'action syndicale à tous les niveaux. La mise en place des CSE voit les moyens syndicaux amputés jusqu'à 80% dans certaines entreprises. Ce n'est pas acceptable.

Nous condamnons les attaques contre les services publics et les fonctionnaires avec les menaces de dizaines de milliers de suppressions d'emploi. Au contraire, il faut embaucher, à l'image des 200 000 emplois manquant dans la santé publique. Les services publics, c'est aussi l'eau, l'énergie, les communications ... et la SNCF. Nous avons rappelé au président de la République les propositions portées par la CGT pour développer le ferroviaire voyageur et le fret dans le pays, l'avenir du statut du personnel et de l'entreprise, du réseau secondaire, « les petites lignes ».

Beaucoup de conflits sont en cours : La Poste, SNCF, énergie, santé avec des salariés qui ne sont pas écoutés, voire ignorés par les pouvoirs publics comme avec les ARS ... Le président de la République et le gouvernement ne peuvent les contester et ni les passer sous silence.

Au niveau économique et la loi PACTE, nous avons réclamé notamment une redéfinition des règles pour les relations « donneurs d'ordre/sous-traitants » et des moyens de contrôle pour les représentants des salariés. L'obligation de clause sociale stricte dans l'attribution des marchés publics évitant le dumping social et la sous-traitance en cascade sans garanties pour les salariés.

Sur les questions européennes et internationales, nous nous sommes inquiétés de la présidence autrichienne de l'U.E. pour ce semestre en matière de droit social et sur la question des migrants, la position de la France étant inacceptable en la matière. Enfin, nous avons insisté pour que notre pays soit à l'initiative dans le cadre des 100 ans de l'OIT pour avoir un débat sur la question du travail et que la France s'engage à la promotion et au respect des conventions fondamentales des droits des travailleurs, en ratifiant par exemple celles dont elle n'est pas encore signataire.

E. MACRON a répondu sur de nombreuses de nos interrogations pour afficher ses divergences. Ainsi, il s'est prononcé contre l'augmentation du SMIC, le salaire minimum étant selon lui un des plus hauts d'Europe, il y aurait un risque à remettre en cause la compétitivité des entreprises !

Il s'est dit attaché aux services publics tout en considérant nécessaire une réorganisation et plus de mobilité pour les agents.

Sur l'Europe, il s'est dit également inquiet de la présidence autrichienne tout en rappelant que la France accueillait beaucoup d'étrangers (il n'a pas osé en dire trop) et qu'il fallait différencier migration et asile. Il s'est déclaré favorable à avoir un agenda « positif » pour le centenaire de l'OIT et porter des questions sociales dans le cadre de la présidence du G7.

On le voit, E. MACRON, inquiet de sa baisse de popularité dans les sondages d'opinion, principalement sur les questions sociales et cela malgré l'euphorie post coupe du monde de football, veut redorer son blason. En faisant un mea-culpa sur sa première année de pouvoir et son mépris des syndicats et du monde du travail, il joue de la communication. Sur le fond, personne n'est dupe, il reste ultra libéral et président des riches.

Les mobilisations restent plus que jamais d'actualité avec nos rendez-vous professionnels et interprofessionnels pour la rentrée.